Communiqué de presse

ActionAid France dénonce l'inaction de Mattel

suite à la révélation de violences sexistes et sexuelles dans une de ses usines en Chine

Paris, 6 février 2020 - En réponse au rapport d'ActionAid France qui révélait un climat de violences sexistes et sexuelles généralisé dans une usine du groupe Mattel en Chine, l'entreprise répond qu'un audit de deux jours a conclu à l'absence de violations du label de la fédération de l'industrie du jouet. ActionAid France demande à Mattel de prendre la mesure de la gravité de la situation et d'agir pour faire cesser immédiatement les violences sexistes et sexuelles dans ses usines.

Plus de 5 semaines après la publication du rapport d'ActionAid France « *Barbie se moque des droits des femmes* », réalisé avec le China Labor Watch, l'entreprise Mattel répond au Business & Human Rights Ressource Center qu'un audit a été réalisé dans l'usine Foshan Mattel par la fédération internationale de l'industrie du jouet (ICTI) et « qu'aucune violation des critères d'octroi de son label » n'a été recensée.

Mais de quel label parle Mattel ?

Confrontées au scandale des conditions de travail désastreuses dans leurs usines ou chez leurs fournisseurs et sous-traitants, les grandes marques de l'industrie du jouet ont développé des codes de bonne conduite dans les années 1990 pour gérer les risques et protéger leur réputation.

Comme il devenait difficile pour les fournisseurs de répondre aux multiples demandes d'audits des marques, la fédération internationale des industries du jouet (ICTI) a développé un code de pratiques commerciales unique, dont le contrôle est assuré par une émanation de l'ICTI qui a développé un système d'audit.

Enième exemple d'initiative volontaire des multinationales qui fixent leurs propres règles du jeu, les « normes » à respecter sont peu contraignantes : il n'est ainsi pas obligatoire de respecter le droit local pour se voir décerner ce label « éthique » ni même d'avoir une véritable politique de lutte contre le harcèlement sexuel.

Des conclusions d'audit peu surprenantes

Le résultat de cet audit ne constitue pas une surprise : *ActionAid France* et *China Labor Watch* soulignent depuis de nombreuses années que les audits sont inefficaces pour mettre au jour les violations des droits dans les usines, notamment les violations de la liberté d'association, les discriminations et les violences sexistes et sexuelles.

Mattel oppose le respect formel de règles inadaptées aux témoignages et informations de première main recueillies sur place, auprès des premières personnes intéressées, par une enquêtrice du *China Labor Watch* qui a enquêté sous couverture pendant plusieurs semaines. Des ouvrières dont le témoignage se voit littéralement « balayé » par la multinationale, et qui continuent de subir les violations des droits humains documentées dans notre rapport.

Mattel doit prendre ses responsabilités

Pour Alice Bordaçarre, chargée de campagne Droits des femmes à ActionAid France : « *La réponse laconique de Mattel est alarmante vu la gravité de la situation. Refuser de prendre ses responsabilités cause tous les jours de nouvelles violences faites aux ouvrières. Il faut que Mattel agisse au plus vite contre les violences sexistes et sexuelles et garantisse un environnement de travail sûr. Nous demandons à Mattel de rendre publique sa politique de lutte contre le harcèlement sexuel ».*

ActionAid France demande à Mattel de lui faire parvenir son plan de lutte contre le harcèlement sexuel et d'indiquer comment la marque s'assure de son respect dans toutes ses usines et chez ses fournisseurs et sous-traitants.

Contact presse :
Alice Bordaçarre, chargée de campagne Droits des femmes : 01 80 89 58 32, alice.bordacarre@actionaid.org